

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE — N° 217
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 3 au 16 avril 1976

Non au « consensus social », vive la lutte des classes !

On expliquait hier dans tous les pays aux prolétaires qu'ils devaient accepter la baisse du pouvoir d'achat et le chômage afin de ne pas compromettre la reprise, une reprise dont tout devait dépendre. Aujourd'hui que la reprise est là, chaque bourgeoisie continue à prêcher à la classe ouvrière abstinence et résignation. L'air est partout le même, seules les paroles changent. Et encore...

La bourgeoisie française, dont l'appareil productif est moins puissant et moins compétitif que celui de sa voisine d'outre-Rhin, qui est sa première partenaire et sa première concurrente — et par conséquent sa première ennemie —, a déjà perdu depuis de longs mois tous les bénéfices de la dévaluation précédente du franc et des réévaluations successives du mark, imposées par une Amérique soucieuse de conserver intacts ses avoirs à l'étranger. C'est pourquoi le patronat réclamait à cor et à cri une dévaluation de la monnaie nationale et la libération des prix industriels sur le marché intérieur (voir le *Prolétaire* n° 213) afin de pouvoir profiter de la reprise productive, à l'heure où la santé des économies nationales se décide sur le marché international. La dévaluation et la libération des prix ont eu lieu.

On imagine, à voir l'empressement de Fourcade invitant ses collègues de l'Europe à courir au secours de la lire pour éviter un gouvernement à participation communiste en Italie — et sans doute aussi une chute trop grande du franc —, comment Paris a dû expliquer à Bonn que le coup de pied dans les tibias (la dévaluation du franc) se justifiait par le salut commun de tous les capitalistes d'Europe qui n'ont rien à gagner à des luttes sociales en France !

Mais de toute façon, comme le savent nos brillants financiers, une dévaluation ne réussit que si, une fois les marchés reconquis ou ouverts par des prix à l'exportation artificiellement abaissés, elle s'accompagne de mesures qui créent réellement les conditions d'une compétitivité accrue. La guerre commerciale dans laquelle s'engage tour à tour chaque bourgeoisie signifie donc **pression accrue** sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Il est désormais clair en effet que la reprise s'accompagne de l'accentuation du chômage. Quand la presse daigne en parler, elle révèle que le VII^e plan ne prévoit pas un seul emploi nouveau dans l'industrie en 1980 par rapport à 1974. Quant au secteur tertiaire, on ne peut y créer d'emplois qu'au détriment de la productivité globale de l'industrie. Et dans l'immédiat, l'élimination des secteurs arriérés comme la chaussure et le textile, ou de techniques archaïques comme dans le livre, provoque des licenciements massifs, tandis que

les secteurs de pointe, de la chimie à la machine-outil, se préparent aussi à jeter par milliers les ouvriers sur le pavé.

Parallèlement, il est indispensable pour la bourgeoisie, comme le rappellent tous les jours Chirac et Giscard, de « modérer les revendications salariales » afin de contribuer à la diminution des coûts de production et de libérer, pour certains produits, une part plus grande de la production pour l'exportation, le tout au détriment de la consommation populaire.

Comme il fallait s'y attendre, la reprise n'a pas augmenté la ration de pain ; elle l'a même diminué, et souvent pour un travail accru, mais qui pèse sur le nombre réduit de ceux qui ont un emploi. Comment expliquer ce phénomène aux prolétaires si on leur cache que ce qui est en cause, c'est le capitalisme et le réformisme ouvrier ? Il y a l'« évidence » de la crise monétaire...

En réalité, crises productives et crises monétaires sont cousines : les premières sont dues à la disproportion devenue insoutenable entre les masses immenses de marchandises et de capitaux produits par la fantastique accumulation des 30 dernières années, d'une part, et leur capacité d'absorption par le marché, d'autre part ; les secondes sont provoquées par la concurrence entre les divers capitaux et entre les différentes économies nationales, cette concurrence étant d'autant plus acharnée qu'elle est aggravée précisément par les crises monétaires.

Dans ces conditions, la succession rapide des crises ne va-t-elle pas finir par s'imprimer dans la conscience des ouvriers combattifs et commencer à y chasser l'illusion selon laquelle on peut attendre quelque chose de stable et de durable du capitalisme ? L'idée qu'après la reprise il y aura de nouveau la crise ne va-t-elle pas faire des progrès parmi eux et aider la résistance quotidienne des prolétaires en les appelant dialectiquement à ne compter que sur leurs forces et leur organisation ? Voici un danger que la bourgeoisie connaît bien, et la dernière vague de luttes, avec ses élans d'impétuosité, ses étincelles anti-opportunistes, l'a rappelé. Dans son récent discours, Giscard parle de fermeté. La bourgeoisie peut lui reprocher pas mal de choses, mais « pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité publique », elle lui fait confiance. « Là est

DANS CE NUMERO :

- L'ordre règne en Argentine
- Les charlatanes du réformisme : la « relance de la consommation populaire »
- Lutte prolétarienne et les luttes des demi-classes (2)
- Les deux Espagnes
- Lettre de Catalogne
- Passions italiennes
- Adieu Wilson !

l'essentiel », dit le *Figaro* du 27/28-3, et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour découvrir sous tout l'arsenal juridique mis en place « contre le banditisme » le gros bâton que l'on taille contre la lutte prolétarienne.

*

Mais la bourgeoisie sait que cela ne suffit pas. Et si elle prend peur de la puissance économique financière et, de plus en plus, militaire de l'Allemagne Fédérale, elle envie son régime social : elle s'émerveille de voir un socialisme aussi brillant sur le plan

(suite page 4)

La grève des cheminots :

Mouvement étranglé devra renaître !

Depuis la grève de 71 cassée, ou plutôt enterrée vivante par les directions syndicales, les conditions de vie des cheminots ont empiré au fil des contrats annuels et des « mesures de rationalisation » : les jeunes commencent au-dessous du SMIC actuel, les ouvriers qualifiés plafonnent à 2.200 F, la durée, l'intensité et les risques du travail n'ont cessé de croître même pour l'aristocratie des conducteurs.

Aux « bénéfiques » d'usage dans ces contrats — l'organisation de la baisse du salaire réel par l'indexation sur une inflation de 8 % régulièrement dépassée — le tandem patrons-larbins-négociateurs envisageait cette année d'ajouter une prime de productivité (incitation à l'abrutissement), quelques aumônes pour des retraites particulièrement misérables, et l'organisation d'une concurrence accrue entre les travailleurs (entre autres par la création d'une « échelle T 5 », catégorie « supérieure » pour les roulants).

A travers la politique contractuelle comme naguère à travers les diktats bourgeois (mais avec d'autres implications pour la lutte) se poursuit donc « la tendance générale de la production capitaliste, qui n'est pas d'élever le salaire moyen, mais de l'abaisser » (Marx). Le mouvement des cheminots exprimait d'abord le besoin élémentaire pour l'ouvrier de défendre sa peau contre le capital.

Les directions syndicales CGT-CFDT ont prétendu refuser, non pas « la politique contractuelle » cette fois (c'était bon pour... chauffer les urnes avant les cantonales !), mais « une politique contractuelle au rabais » : le renouvellement du contrat salarial, pontifie L. Salini dans *l'Humanité* du 27-3 offrait l'occasion d'une négociation sérieuse, raisonnable, complète.

Mais il s'agissait en réalité pour

elles de mettre le mors à un mouvement certes « sans unanimité » comme le déplorent des pédants petits-bourgeois style *Libération* (comment le serait-il d'emblée, surtout après cinq ans d'asphyxie contractuelle, et cinquante ans de contre-révolution mondiale !), mais qui pouvait faire sauter quelques-uns des verrous imposés par la collaboration de classe, sous la pression des besoins matériels ; besoin de se défendre, et en découplant, besoin de s'unifier, de donner corps à la force potentielle que représente toute masse ouvrière. Besoin qu'exprimait, par-delà toutes les réactions corporatistes attisées par la bourgeoisie, le « coup de force » des roulants tendant à faire la jonction de leur grève du 18 avec les « journées de grève » CGT-CFDT, besoin qu'exprimait aussi les rudiments d'organisation que les centres les plus combattifs ont tenté de se donner devant la trahison syndicale, quelle que soit la forme de ces organisations (comités de grève, jonctions intersyndicales à la base par dessus le sabotage des bonzes, etc.).

Chacune de ces poussées de lutte a été canalisée ou torpillée par les directions syndicales CGT-CFDT avec tout un arsenal de moyens, certains purement bourgeois, si l'on veut : les fausses nouvelles de reprise, la calomnie contre les « provocateurs », l'appel non à une soli-

(suite page 4)

L'ordre règne en Argentine

Lorsqu'en 1969 le prolétariat industriel de Córdoba, Santa Fe et Rosario, entraînant à sa suite les masses urbaines prolétariées, défia ouvertement la dictature militaire imposée par le diktat des Américains, ces derniers trouvèrent dans le patronat dit national (CGE), dans le parti et les syndicats péronistes (CGT), et dans toute l'opposition démocratique, des soutiens empressés et résolus — en échange de quelques miettes d'un festin impérialiste et grand bourgeois — pour éteindre le statu quo dans une société meurtrie par le poids de l'impérialisme et marquée par des structures foncières pesant comme chapes de plomb sur une industrialisation fragile et dépendante.

Le « pacte social » patronat-syndicats ; la démocratie parlementaire intégrant au travail de l'Etat les partis bourgeois, petits-bourgeois et « ouvriers » de toutes tendances ; le tout sanctifié par l'Eglise et par l'oracle de la consultation électorale, et soutenu du reste par les partis « extrémistes » maoïstes et parotrotskistes au nom de la défense de la démocratie, du « gouvernement ouvrier » et d'une prétendue libération nationale en cours, voilà ce qui vint renforcer les digues d'un Ordre assuré par la présence permanente d'une armée depuis toujours au service de la continuité du régime.

Une inflation galopante qui atteindra le taux de 500 % en 1975 — et qui est le résultat de la haute monopolisation de l'économie, des effets du marché international et de la très basse productivité agricole — poussera au paroxysme les antagonismes des classes et sera le détonateur de luttes ouvrières gigantesques qui emporteront finalement, malgré les perpétuelles tentatives de restauration, la stratégie politique mise en place trois ans plus tôt.

Dans la voie tracée par les tra-

vailleurs de Villa Constitución, dès juin-juillet 1975 le prolétariat dans son ensemble se jettera dans la lutte, en brisant tous les « pactes sociaux » présents et envisagés. L'armée, le gouvernement et la CGT, soutenus par tout l'échiquier parlementaire, répondront alors par la militarisation croissante du pays et par l'accentuation d'une terreur paramilitaire sauvage qui attisera par contrecoup les réactions de défense des masses : en décembre, janvier et février, les grèves se multiplieront face aux meurtres et aux tortures sur les militants ouvriers, en particulier à Córdoba et La Plata.

L'Union Sacrée jouera aussi la carte du « renouveau démocratique », avec l'élimination de la présidente, dans la lignée de la manœuvre sans succès de l'élimination de Lopez Rega en juillet 1975, mais elle échouera parce que cela entraînerait l'éclatement du mouvement péroniste, dont l'unité était la clé de voûte de tout cet échafaudage politique (*).

C'est dans ces conditions qu'aura lieu la banqueroute financière virtuelle de l'Etat, qui est dans l'im-

possibilité « d'honorer » les intérêts de la dette externe, ce qui mènera à la capitulation gouvernementale sans conditions devant le Fonds Monétaire International — autant dire l'impérialisme américain. Les mesures annoncées le 5 mars par le Ministre de l'Economie, et qui auront l'appui de la CGT et de l'appareil péroniste (les 62 organisations), sont, d'une part, une augmentation des prix de l'ordre de 100 %, le blocage des salaires, la suspension « provisoire » des pitoyables « garanties » de la législation du travail et, d'autre part, la révision de la loi — déjà pro-impérialiste — sur les investissements étrangers, le passage des entreprises d'Etat aux mains du secteur privé, la suppression de conditions d'échange favorables — ce qui pénalise en réalité les seules entreprises nationales —, la taxation de fait des exportations, etc.

(suite page 2)

(*) « L'affaiblissement du péronisme au-delà d'une limite raisonnable est un danger qui, le jour venu, doit être rapidement conjuré par toutes les forces qui agissent dans la légalité » (Editorial de *La Nación*, éd. aerea, 19-5-75).

RÉUNION PUBLIQUE A ANGERS

mercredi 7 avril, 20 h 30, petite salle de la Mutualité,
4, rue de la Poissonnerie

ESPAGNE 1936-1976

Les deux Espagnes

Après la disparition de Franco, le gouvernement de Juan Carlos et l'opposition démocratique espéraient que le « choc » provoqué par la mort du Caudillo aurait l'effet d'un calmant sur les tensions et les agitations sociales. Mais la classe ouvrière s'est remise aussitôt en mouvement : partie du métro de Madrid, la vague de grèves s'est propagée comme un feu de broussailles à l'ensemble du pays, défiant l'intervention de l'armée et les réquisitions. Le prolétariat a encore une fois dit « non » aux pièges de l'unité nationale et de l'harmonie entre les classes. Vive les prolétaires espagnols !

Le gouvernement a été contraint de reculer et, usant successivement de la violence et de la séduction, il a annoncé des projets de libéralisation : l'« unité nationale » devait être rétablie à tout prix ! Quant à l'opposition, cela fait des années qu'elle poursuit le même objectif, et, de mois en mois, son programme de « réconciliation » s'ouvre, s'élargit, s'agrandit de plus en plus, encourageant qu'elle est dans cette voie par les appels frénétiques au « nouveau » qui lui viennent des PC européens, italien et français en tête. Quand, en décembre dernier, Santiago Carrillo et Dolores Ibarruri ont choisi Rome comme tribune pour leur énième appel à la réconciliation, Marchais n'avait pas encore décrété avec sa bulle pontificale que la dictature du prolétariat est à mettre au rencart, ce que Longo et Berlinguer hésitent encore à dire ouvertement en Italie. Mais, à ce moment-là, nos deux pèlerins du « communisme » na-

tional dernier cri, ultra-démocratique et ouvert à toutes les « composantes de la société » pouvaient-ils trouver, pour illustrer l'idée qu'ils se font de l'Espagne future, endroit mieux adapté que la Rome du « parti nouveau » et du « compromis historique » ?

En fait, pour le PCE il ne s'agit plus seulement de se fixer comme but un gouvernement — si possible républicain mais même, si les urnes en décident ainsi, monarchique — de « réconciliation » nationale accueillant la droite « civilisée ». Il s'agit de retrouver, de vouloir et d'exalter la nation dans la plénitude de ses attributs historiques, au premier rang desquels figurent une armée et une Eglise dont les prolétaires et les paysans pauvres espagnols ont pu, sous la forme de balles et de bénédictions de ces balles, apprécier, depuis un siècle et demi, les mérites.

« Quand on accuse les communistes d'être les ennemis de l'Eglise et de l'armée », a proclamé la « Pasionaria » au cours du meeting monstre du 14 décembre dernier à Rome, « nous disons que ceux qui lancent ces affirmations sont des menteurs. Nous reconnaissons le catholicisme de notre peuple et si, par le passé, il y a eu des extrémismes radicaux hérités du vieux mouvement républicain petit-bourgeois, dans la lutte actuelle pour la démocratie nous avons trouvé une aide fraternelle auprès de l'Eglise, auprès des couvents et des grands monastères de notre Pays (...). Quant à l'armée, dire que les communistes sont contre c'est répéter une calomnie stupide. Nous sommes pour le main-

tien d'une armée permanente en tant qu'instrument de l'indépendance et de la souveraineté nationale » (et, bien entendu, « non pas en tant qu'instrument de répression contre le peuple » ; mais ça, quel est le bourgeois qui reconnaîtra qu'il le veut ?).

Une fois la nation bien plantée sur ses piliers en granit, le reste compte peu : la foi des communistes réside « dans le peuple, dans les ouvriers, les paysans, les femmes, les techniciens, les intellectuels, les membres des professions libérales », y compris, dans ces trois dernières « couches », les curés et les professeurs glorifiant les valeurs suprêmes de la Patrie car celle-ci a « besoin de la coopération de tous dans le respect de tous », et ainsi soit-il dans les siècles des siècles.

C'est ainsi que pourrait naître en Espagne, comme a dit Carrillo à un journaliste de *La Stampa* (13-12-76), « une authentique démocratie occidentale », pluraliste, dévouée à l'« euro-socialisme », entièrement intégrée dans le Marché Commun et dans laquelle le PCE, retrouvant la « souplesse théorique [pas gonflé le monsieur !] de Lénine », se gardera bien de « suivre le communisme qui a triomphé en 1917 en Russie dans des circonstances exceptionnelles », mais ira, comme dit Berlinguer (discours du 14-12), « vers des voies encore en partie inexploitées de marche vers le socialisme ».

Ces voies inexploitées, les révisionnistes y pensent depuis soixante-quinze ans et les théoriciens petits-bourgeois d'un socialisme d'opérette depuis un siècle et demi. Mais cela importe peu à Carrillo et à Ibarruri. Pour eux, comme pour Berlinguer, Marchais et compagnie, rien n'est plus neuf que ce qui sent le mois.

Mais qu'en pensent les ouvriers espagnols, eux qui savent — pour l'avoir éprouvé dans leur chair — que cette moisissure est bardée de fer et crache le feu ? Qu'en pensent-ils, eux qui ont entendu Francisco Franco leur rabâcher pendant des années comme une litanie : « Eglise, armée, nation » ; eux qui savent que c'est au son de cette litanie qu'ont été massacrés des centaines de milliers de leurs frères ? Qu'en pensent-ils, eux qui ont vu ces jours-ci l'armée intervenir contre les grévistes et les églises s'ouvrir, c'est vrai, mais comme des pièges où l'on fait rentrer par la fenêtre du chœur la conciliation entre les classes chassée par la porte des places et des rues.

La « nation » se compose de deux classes dont l'antagonisme est irrécyclable. Franquistes en veine de réformes et démocrates en quête d'embrassades générales peuvent bien masquer cette réalité, ils ne peuvent pas l'effacer. Voilà ce que disent, dans leur rude langage, les ouvriers espagnols en grève. Nous, nous sommes avec eux, contre tous les autres.

Passions italiennes

Dans l'atmosphère de crise qui règne en Italie, le congrès de la Démocratie Chrétienne devait nécessairement poser la « question communiste ».

Il y a bien longtemps que, pour sa part, le PCI a fait ses avances et le fameux « compromis historique », mélange de « notre » programme commun et de « notre » union du peuple de France, existe dans la réalité des rapports entre l'opportunisme et l'Etat même s'il attend de pouvoir se concrétiser dans une formule parlementaire et gouvernementale précise.

Un exemple : avant d'adopter le récent plan d'urgence pour soutenir la lire, le chef du gouvernement, Moro, a consulté Berlinguer, sorte de Marchais « aux couleurs de l'Italie », qui lui a courtoisement exposé le point de vue de son parti. Cela n'a rien d'étonnant puisque, comme l'affirme Bufalini, collègue en ronds-de-jambe du précédent, la DC « n'est pas imperméable à une quelconque proposition progressiste » (*Le Monde* du 19-3). En contrepartie de quoi, le PCI a appelé les ouvriers au calme, au moment précis où, selon la formule consacrée, le gouvernement les appelle à « modérer leurs revendications ».

Aussi le congrès a-t-il discuté de « confrontation respectueuse » avec le PCI — qui ne recueille pas moins de tiers des suffrages électoraux, soit l'équivalent de la DC —, et Moro a invité son parti à comprendre que le PC devait « être appelé... à mettre à la disposition du pays sa force, qui est tellement importante » (*Le Monde* du 23-3), et à s'engager vers une sorte de « co-responsabilité » avec le PCI.

Bien sûr ce dernier est prêt à continuer de jouer son rôle dans l'opposition, mais comment faire avaler, à partir d'un certain degré de compromission, toutes les couleuvres à la classe ouvrière sans lui donner au moins l'illusion de participer au pouvoir ?

Il y a bien longtemps que Romeo-Berlinguer a dit sa façon de penser aux Capulets moscovites, mais il est plus timide envers les Montaigus de Washington auxquels en tout cas la Juliette-Moro — assurément moins jeune que la vraie, et qui en a vu d'autres — ne sait pas dire non. Qu'il est touchant néanmoins ce couple encore séparé par le destin, et qu'il est poignant, ce soupir de Berlinguer lorsqu'il implore à peu près en ces termes : « ne nous appelez pas quand il sera trop tard » (*Le Monde* du 24-3).

Au théâtre de bien des pays, la pièce est décidément la même, toujours aussi monotone. Mais si un jour, dans le parterre, les prolétaires montaient une cabale avant d'occuper eux-mêmes la scène pour jouer une autre pièce, toute différente, celle-là ?

Adieu Wilson !

Comme on le sait les sociaux-démocrates sont de loyaux gérants du capital auxquels la bourgeoisie fait appel dans les moments difficiles et, évidemment, le premier ministre anglais — qui vient d'annoncer qu'il était prêt à passer la main — n'a pas failli à la règle. Revenus au pouvoir en 1974 après la longue grève des mineurs qui fit tomber le gouvernement conservateur, alors que l'Angleterre connaissait une chute libre de la production industrielle et devait faire face à la crise pétrolière, Wilson et son équipe ont réussi ce que les Echos appellent « un tour de force » : la paix sociale a été restaurée et l'économie anglaise — entendez les profits — se porte mieux. Certes, quelques esprits chagrins ont reproché à Wilson de quitter le navire alors que l'économie n'est que « convalescente ». Mais les gens sérieux, comme le libéral Thorpe et le conservateur Heath, lui ont rendu l'hommage auquel les services rendus lui donnent droit.

Le revers de la médaille, celui que connaît la classe ouvrière anglaise est différent : le « contrat social » grâce auquel on a persuadé, comme dit le *Figaro* du 17 mars, « 7,5 millions de salariés d'accepter des augmentations de salaires très inférieures à la hausse du coût de la vie », est toujours en vigueur et doit être reconduit cet été ; le nombre de chômeurs s'élève à 1.400.000 et devrait continuer à croître ; le taux d'inflation, calculé sur les douze derniers mois, atteint 22,9 % ; et enfin — ô ironie pour un gouvernement qui se dit socialiste — le programme des dépenses sociales pour les quatre prochaines années (écoles, logement, hôpitaux) vient de connaître une nouvelle amputation. La lutte pour la défense du capital se mène sur tous les fronts.

Naturellement, quel que soit le successeur de Wilson, la politique d'austérité va se poursuivre, l'objectif restant le même : continuer à restructurer et à moderniser l'appareil de production, lui redonner une compétitivité qu'il avait perdue, faire en sorte — autrement dit — que le capitalisme anglais retrouve une place honorable dans la compétition internationale (un ouvrier anglais produit deux fois moins qu'un ouvrier allemand) et, pour cela, tout faire — grâce au tandem Labour Party-Trade Unions (« sans alliance avec les syndicats », a déclaré le candidat « de gauche » Michael Foot, « le gouvernement ne peut rien faire, avec cette alliance nous pouvons soulever des montagnes ») — pour que la classe ouvrière travaille sans rechigner et continue à remplir les poches des patrons.

Lettre de Catalogne

Voici un extrait d'une lettre reçue d'un camarade de Catalogne :

« Au début du mois de février, les ouvriers du bâtiment se mettent en grève sous la direction du PCE. La grève est quasiment générale dans la province et concerne des revendications économiques. Le travail a recommencé après deux semaines sans que rien n'ait été obtenu. Ensuite c'a été le tour des ouvriers d'une raffinerie en construction de se mettre en grève ; pas tous, seulement ceux d'..., la seule entreprise qui emploie un nombre important de travailleurs. Eux non plus n'ont rien obtenu, après trois semaines de grève, mais il faut reconnaître qu'ils ont lutté : ils ont organisé plusieurs manifestations surprise à Tarragone et dans les quartiers de la périphérie, ils ont essayé d'empêcher les quelques jaunes de travailler.

« Et c'est alors qu'arrivent les événements de Vitoria, avec les quatre morts. Il se tient une assemblée des travailleurs d'... et il est décidé de faire une marche depuis la raffinerie jusqu'à la ville, pour protester contre la répression. La plupart des ouvriers y vont, sauf quelques-uns qui sont sur le point d'être renvoyés avec la fin des travaux. A l'entrée de la ville, la police disperse la marche et emploie des armes anti-émeutes. C'est alors que commencent les accrochages qui dureront tout l'après-midi. Par deux fois la police intervient dans le centre de la ville pour disperser la manifestation et rétablir la circulation. Les manifestants disposent des voitures en travers de la chaussée, jettent des pierres contre la police, crient « policiers assassins » et d'autres slogans. Ils se séparent et se regroupent sans cesse. Ils courent et jettent des pierres. La police, utilise des bombes lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des matraques. Petit à petit, elle est renforcée par des unités venues de Barcelone. Officiellement il y a un mort, mais tous ceux qui ont été présents affirment qu'il y en a eu deux.

« Le jour suivant, le samedi 6, on fait une autre manifestation, plus restreinte. Le dimanche, on enterre le jeune tué. Dans le cimetière parle quelqu'un du PCE au nom des Commissions Ouvrières et quelqu'un d'autre qui représente l'Assemblée de Catalogne, organisation ultra-démocratique et réformiste, semi-légale qui se prononce pour les « voies pacifiques ». Prennent aussi la parole d'autres ouvriers, gauchistes cette fois, et l'un d'eux dit que le camarade assassiné n'est pas tombé pour la liberté et la démocratie mais pour les intérêts du prolétariat. Après la cérémonie, la foule s'est ébranlée vers le centre, mais les réformistes sont partis à part. Il y a eu une nouvelle manifestation, très limitée et très vite dispersée par la police. Le lundi ont eu lieu les funérailles religieuses. Une partie de la foule est entrée dans l'Eglise, l'autre est restée dans la rue, puis s'est ressoudée pour une manifestation au centre de la ville qui s'est passée sans heurts avec la police... »

Presse Internationale

LE SUPPLEMENT N° 5
POUR LA SUISSE

(mars 76) au journal *Le Proletaire*
a paru.

En voici le sommaire :
— La lutte de MATISA continue !
— Participation : tract diffusé par nos militants.

*

Nous ferons dans le prochain numéro du *Proletaire* un court bilan de la grève des ouvriers de MATISA.

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

Communist Program

souscription permanente

LISTE N° 2

Réunion publique Paris, 329,15 ; lecteur Besançon, soutien, 75,40 ; lecteur Midi, 21 ; un lecteur, soutien, 126 ; Montreuil, 10 ; Besançon, 50 ; Milan, 10 ; Padova, 10 ; Paris, 3.262,30 ; Angers, 107 ; Grenoble, 6 ; Lille, 214 ; souscription exceptionnelle, 150 ; Rouen, 20 ; Strasbourg, 640,50 ; Toulouse, 615 ; Aix-Marseille, 235 ; Lau., 256,41.

Total précédent ... 9.138,50
Total liste n° 2 ... 6.138,76

15.277,26

L'ordre règne en Argentine

(suite de la page 1)

Comme un seul homme, le prolétariat riposte immédiatement. « L'opposition [ouvrière] a pris une intensité maximum dans la ceinture industrielle de Buenos Aires, La Plata et sa banlieue, San Nicolás et une grande partie de l'intérieur du pays », écrivait *La Nación* (éd. aéra du 15-3-76), tandis que *La Vanguardia Española* du 23-3-76 affirmait, à la veille du coup d'Etat : « Bien que les autorités nationales des syndicats refusent toute information sur cette question, un grand nombre d'établissements métallurgiques de la banlieue de Buenos Aires et des provinces de Santa Fe, Córdoba et Mendoza se trouvent pratiquement paralysés depuis deux semaines, ainsi que les entreprises de l'industrie de l'automobile (...). En tout, un million d'ouvriers en lutte » — c'est-à-dire, pratiquement, l'ensemble du prolétariat industriel, qui emportait ainsi tout l'espoir de la bourgeoisie de maintenir la paix sociale par la voie de la légalité institutionnelle.

La CGE, en pleine crise interne, se déclare contre le plan prévu, mais qui est le résultat d'un régime économique qu'elle a toujours défen-

du ; la « belle unité » parlementaire vole en éclats, les députés fuyant comme des rats ; la CGT, débordée, connaît des dissensions internes.

Alors, avec l'armée, l'impérialisme et la grande bourgeoisie chassent de l'Etat des forces en pleine crise qui n'arrivent plus à remplir leurs tâches spécifiques établies dans ce concert organique de contre-révolutionnaires. Comme en 1966, ils reviennent à un pouvoir sans partage, mais après avoir dû « brûler » à la tâche, et aux yeux des masses, les seuls amortisseurs dont ils disposaient jusqu'à aujourd'hui : le péronisme et la démocratie.

Celle-ci a vécu ; son arrêt de mort a été signé par le prolétariat, son enterrement réalisé par l'armée, sans aucun sursaut de ses membres — et pour cause ! Et l'armée s'apprête à accentuer encore son terrorisme permanent et toujours croissant au cours de ces années de parlementarisme et d'Union Sacrée.

Comme au Brésil, au Chili et en Uruguay, la faillite historique de la démocratie en Argentine, faillite qui s'est produite malgré toutes les tentatives — y compris celles des militaires et de l'impérialisme — pour la maintenir en vie, n'est pas celle du prolétariat, qui la combattit vi-

riement et sans trêve et qu'elle ne cessa de réprimer avec un cannibalisme féroce. C'est tout autant la banqueroute de l'idéologie de la conciliation des classes que la condamnation historique des bourgeoisies locales latino-américaines et des partis de la démocratie — dont le stalinisme, qui vient de trouver des « aspects positifs » au programme du coup d'Etat ! (*L'Humanité*, 29-3-76) — devant la tâche gigantesque de la lutte anti-impérialiste et de la destruction des pesantes structures agraires.

Seul le prolétariat, et à sa suite les masses semi-prolétariées, a combattu le mur de la conservation sociale, délimitant ainsi clairement la force dirigeante de la future révolution en Amérique Latine, une force qui devra réveiller et se porter à la tête des masses paysannes révolutionnaires et des masses urbaines prolétariées, pour engager une lutte de titans pour la destruction de l'empire américain, en écrasant — par l'insurrection, la dictature et la terreur — non seulement le poids de l'impérialisme et de la propriété terrienne, mais encore les classes bourgeoises locales et ses laquais démocratiques.

Le 29 mars 1976.

Les charlataneries du réformisme

La « relance de la consommation populaire »

Le réformisme cherche constamment à convaincre la classe ouvrière que ses intérêts ne sont pas fondamentalement incompatibles avec le système capitaliste, et que les pires tares de celui-ci pourraient être guéries en douceur par des remèdes appropriés. Un certain Marx a-t-il démontré que les crises périodiques de surproduction sont un fléau inéluctable, qui vient régulièrement frapper l'économie capitaliste à l'échelle mondiale ? Le PCF claironne que la crise pourrait être évitée et guérie à l'intérieur des sacro-saintes frontières nationales (ce qui se passe à l'extérieur n'intéresse pas ces « communistes »-là) si on appliquait ses recettes. Un certain Marx a-t-il démontré que même pour la défense des conditions immédiates de vie les intérêts du capital et ceux des ouvriers sont directement antagoniques, qu'augmenter les salaires signifie diminuer les profits et vice versa ? Le PCF propose à qui veut l'entendre son remède-miracle qui permettrait d'améliorer en même temps les conditions d'existence de la classe ouvrière et la santé du capitalisme malade — ce qui signifie, puisque la santé du capital se mesure à ses profits, augmenter en même temps les salaires et les profits. Ce remède s'appelle l'« augmentation de la consommation populaire ». La machine capitaliste se grippe-t-elle faute de marchés ? Eh bien, il suffit de lui en fournir en augmentant la consommation des masses et la machine reprendra ! N'est-ce pas tout simple ?

En écoutant ces belles propositions, tout prolétaire conscient se dira : si ces messieurs du PCF veulent réellement « augmenter la consommation populaire » alors que les prix qui montent tous les jours ne font que la réduire, ils doivent logiquement être favorables à de fortes augmentations de salaires ; et chacun sait que pour les obtenir, il n'y a d'autre moyen que la lutte. Comment se fait-il alors que chaque fois que des ouvriers veulent mener une lutte résolue pour de fortes augmentations l'appareil de la CGT lié au PCF cherche à rabaisser leurs prétentions, à les rendre « raisonnables »,

presse internationale

Voici le sommaire du n° 6 (18 mars 1976) de

il programma comunista

- In margine al XXV congresso del PCUS : La pianificazione della menzogna è l'unica che riesce ;
- Portogallo : da un 25 aprile all'altro, verso la democrazia parlamentare ;
- Le vertenze contrattuali : investimenti, collaborazione, sacrifici ;
- Questione femminile e lotta di classe (2) : le chimere reazionarie del riformismo ;
- L'industria russa nel ciclo dell'accumulazione postbellica (2) ;
- I tentativi del capitale di superare la crisi preparano crisi peggiori (USA) ;
- Filosofia dell'anticrisi ;
- Vicende dei gruppi (PcmII, femministe) ;
- Vertenza Lanerossi.

Voici le sommaire du n° 9 (janv./mars 76) de notre

BULLETIN

(Auszüge der Presse der IKP)

- Spanien : Die antiproletarische Strategie der demokratischen Erneuerung ;
- Lenin und die Lösung der Arbeiterkontrolle ;
- Die Frage der « Demokratischen Forderungen » ;
- Der Kapitalismus und die Ernährung der Menschheit ;
- Arbeitsgrundlage für die Erarbeitung einer Plattform für die gewerkschaftliche Aktion in der BRD ;
- Argentinien : Eine erste Bilanz ;
- Interventionen der Partei : Die Soldatenbewegung in Frankreich.

lorsqu'il ne dénonce pas ceux qui luttent comme étant des « gauchistes » ou des « provocateurs » ? Comment se fait-il qu'il cherche à canaliser les luttes dans des bavardages autour des tapis verts pour des « revendications » dérisoires, avec pour seul résultat de démobiliser et de briser les grèves ? Comment se fait-il qu'il ne revendique pas une hausse massive du salaire minimum ? Comment se fait-il qu'il présente régulièrement comme des « victoires » des augmentations dérisoires, de 1 ou 2 %, qui ne rattrapent même pas la hausse du coût de la vie ? Comment se fait-il en somme qu'il tente régulièrement de paralyser les efforts des salariés résolus à augmenter leur « consommation » ?

En réalité la contradiction n'est qu'apparente, car les « propositions » du PCF ne visent qu'à endormir la classe ouvrière, à l'anesthésier avec des utopies petites-bourgeoises.

En effet, la tendance fondamentale du capital n'est pas d'augmenter le salaire, mais au contraire d'exploiter toujours plus la classe ouvrière pour augmenter le taux de plus-value, c'est-à-dire de diminuer constamment la part qui revient au salaire. Le fait que, grâce à la croissance de la productivité du travail réalisée par le mécanisme de l'accumulation (c'est-à-dire la conversion de la sueur des ouvriers en nouvelles machines plus productives), cette part salariale en diminution permet historiquement d'acheter plus d'objets utiles ne change rien à cette loi fondamentale du capital : ramasser toujours plus de plus-value, qui est à la fois sa substance et sa raison d'être. Faire croire que le capitalisme pourrait renoncer volontairement (c'est-à-dire sans y être contraint et forcé par la classe ennemie) à une partie de cette plus-value pour « augmenter la consommation populaire », c'est masquer sa véritable nature, c'est lui demander humblement de n'être plus le capitalisme. En proposant ses remèdes, le réformisme ne cherche qu'à faire croire qu'il pourrait y avoir un capitalisme sans crises, sans chômage et sans misère, qu'il pourrait y avoir sous le règne du capital le bien-être pour les prolétaires, et tout cela pacifiquement et sans lutte, au prix de quelques réformes.

Quant à l'idée selon laquelle l'« augmentation de la consommation populaire » pourrait permettre d'éviter ou de guérir les crises, c'est Marx lui-même qui en a démontré l'absurdité. En effet, comme il l'a montré, les crises capitalistes sont cycliques, elles sont toujours précédées par des périodes de « bonnes affaires » et d'emballement de la production, et à celles-ci correspondent, en raison de l'accroissement de la demande de force de travail, des hausses de salaires (facilitées par une hausse des profits encore plus grande, ce qui ne change rien à la loi rappelée plus haut). C'est précisément ce qui s'est passé pour le boom international de 1973-1974 qui a précédé la crise mondiale de 1975. C'est donc pendant les périodes de boom qui précèdent les crises que la consommation populaire (tout en restant limitée, comme dans toute société de classe) augmente le plus ! Or ces périodes de « prospérité capitaliste » et d'emballement de la production mènent inéluctablement à la surproduction et à la crise, qui découlent des lois générales de la production capitaliste. On voit donc toute l'absurdité de la « solution » du PCF !

Les crises capitalistes ne s'expliquent donc pas par l'insuffisance de la consommation populaire. En réalité, elles sont dues à la surproduction de capital et donc de marchandises, et ce à l'échelle internationale et non à l'échelle de tel ou tel pays. Mais surproduction de marchandises ne signifie pas qu'on produit trop de biens de consommation et qu'il suffirait de donner aux masses populaires les moyens de les acheter (hypothèse en elle-même absurde, nous l'avons vu) pour résorber la crise. La production sociale ne se compose pas en effet uniquement de biens de consommation :

elle se compose aussi et surtout de moyens de production (équipements, machines, matières premières, produits intermédiaires) et le mode de production capitaliste se caractérise précisément par la part toujours plus importante de ces moyens de production dans ce que produit la société. Cette part croissante correspond au mécanisme de l'accumulation capitaliste, à la transformation incessante de travail vivant en travail mort. C'est pourquoi le remède imaginaire du PCF ne pourrait être d'aucun effet contre les crises. Une augmentation générale des salaires de, mettons, 10 %, entraînerait peut-être (nous n'entrons pas dans les détails) un accroissement de 10 % des achats de biens de consommation ; mais ces biens de consommation ne représentent eux-mêmes qu'une petite partie de la production globale, et cette production globale subit, lorsqu'elle est frappée par une crise de l'ampleur et de la profondeur de celle de 1975, des baisses pouvant atteindre 15 à 20 %. L'effet du « remède » proposé serait donc tout simplement dérisoire.

Ce caractère dérisoire redouble lorsque le remède est préconisé dans le cadre étriqué de la nation, dépassé depuis longtemps par la production capitaliste : la crise est en effet internationale, et les principales économies capitalistes s'y sont mutuellement entraînées par le jeu des importations et des exportations sur le marché mondial

(ainsi les exportations de biens et services représentaient en 1974 près du cinquième du Produit National Brut de la France, plus du quart de celui de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, plus de la moitié de celui des Pays-Bas). Le marxisme enseigne qu'il n'y a aucune solution aux crises du capitalisme hormis sa destruction mais imaginer des solutions nationales, c'est véritablement ajouter la sottise chauvine à l'utopie petite-bourgeoise. A moins de réclamer ouvertement des mesures protectionnistes, une augmentation des salaires dans un pays n'entraîne pas une hausse équivalente de la demande de biens de consommation fabriqués par les capitalistes de ce pays : elle se dilue au contraire partiellement dans le marché mondial, puisqu'une partie des biens consommés par la classe ouvrière sont importés. D'autre part, dans la mesure où l'industrie de chaque pays exporte une partie de sa production, un accroissement de la demande « intérieure » peut être purement et simplement contrebalancé et annulé par l'approfondissement de la crise mondiale. Comment dans ces conditions peut-on imaginer que l'« accroissement de la consommation populaire » pourrait « sortir la France de la crise » ?

En réalité, lorsque la machine productive capitaliste « sort de la crise », elle le fait de la manière exactement inverse à ce que suggèrent les sornettes réformistes, en

réduisant la consommation populaire, en licenciant les ouvriers, en cherchant à faire baisser les salaires réels, en un mot en déclenchant l'offensive contre les conditions de vie de la classe ouvrière pour préserver ses profits, réinvestir à nouveau, et entamer un nouveau cycle d'accumulation qui le mènera inéluctablement... à une nouvelle crise. Face à l'offensive capitaliste la classe ouvrière doit se défendre, chercher à augmenter sa « consommation » que le capital cherche à réduire, c'est-à-dire lutter pour l'augmentation du salaire réel.

La seule manière de défendre aujourd'hui la consommation populaire, c'est de lutter résolument contre le capital. Et c'est aussi dans cette lutte que peuvent se préparer les conditions favorables à la révolution prolétarienne, accoucheuse d'une société, la société communiste, qui, seule, pourra réellement élever le niveau et la qualité de la consommation des larges masses produisant aujourd'hui toute la richesse sociale qui pèse sur leurs épaules sans les nourrir. Mais elle ne le fera pas pour « faire tourner l'économie nationale » ! L'économie nouvelle, une fois réorganisée d'une manière qui respecte sa nature sociale et mondiale, pourra éliminer toute production nuisible et parasitaire, tout gaspillage d'efforts, et sera pour la première fois entièrement subordonnée aux besoins de la vie et du développement de l'espèce humaine.

Lutte prolétarienne et luttes des demi-classes (2)

(Le début de cet article a paru dans le numéro 216 du Proletaire.)

*

La première chose que le prolétariat ait à faire vis-à-vis des classes et couches intermédiaires, c'est de se désolidariser de l'oppression perpétrée à leur égard par la bourgeoisie, en dénonçant systématiquement parmi les prolétaires les trasseries dont sont l'objet ces classes et la répression qui frappe leurs mouvements, dans la mesure toutefois où ceux-ci ne sont pas dirigés contre la classe ouvrière. C'est là une des conditions pour qu'elles ne soient pas sourdes à ce que leur dit le prolétariat.

Ce dernier tient ce langage aux petits paysans : « nous accusons le capitalisme de la misère dans laquelle vous plongez l'anarchie du marché et le passage de la petite production à la grande ; la classe ouvrière au pouvoir ne supprimera pas cette tendance qui est inévitable et progressive, mais elle en limitera les conséquences catastrophiques ; elle ne vous promet pas de sauver votre petite exploitation et à plus forte raison votre petite propriété, mais elle fera tout ce qui est possible pour vous permettre de vivre, vous et votre famille. Ainsi, sans parler du fait que vous trouverez toujours un allié dans le prolétariat quand vous luttez contre le propriétaire foncier, que seule la dictature prolétarienne peut exproprier, votre résistance au capitaliste ne prend tout son sens qu'en tant que vous vous comportez en futurs prolétaires et donc en liaison avec le mouvement prolétarien ».

De la même façon, la classe ouvrière, qui doit essayer d'attirer à elle les couches moyennes salariées en prenant appui sur leur côté prolétarien — et ce, quelle que soit sa chance d'attirer à elle des pans plus ou moins grands de ces couches selon la dynamique générale de la lutte des classes, la dynamique propre de ces couches et toute une série de conditions particulières —, s'adresse ainsi aux étudiants, à l'exclusion évidemment des représentants de la bourgeoisie :

« Vous qui serez demain des salariés, sachez que le niveau général du salaire est déterminé non pas par la qualification mais, entre autres choses, par la capacité de l'ensemble des salariés à surmonter la

concurrence entre eux ; sachez que le capitalisme ne pourra jamais vous garantir, pas plus qu'à aucun salarié, un emploi correspondant à votre formation parce qu'il ne peut développer que l'anarchie et le chômage ; le prolétariat au pouvoir ne pourra pas vous le promettre non plus mais il assurera au moins la subsistance de tous ceux qui sont éliminés par la production, avant de pouvoir la réorganiser sur la base socialiste qui fera participer toute la population au travail productif et brisera la carrière et la division entre travail manuel et travail intellectuel. Bref, votre existence comme salariés est liée à la lutte de la classe ouvrière qui, en combattant les conséquences du capitalisme, en luttant pour défendre le salaire et les chômeurs, prépare la force qui pourra en finir avec le capitalisme et ses horreurs.

Quant à la véritable culture et à la véritable éducation, seul le communisme pourra leur faire faire un bond en avant en y faisant participer les larges masses et en brisant l'actuelle division du travail ».

Il nous paraît clair que les revendications centrales de la lutte syndicale, notamment la réduction draconienne du temps de travail et le salaire intégral aux chômeurs, qui font l'objet de luttes quotidiennes mais que seule la dictature prolétarienne réalisera de façon radicale, n'ont pas pour simple effet d'unir les rangs des travailleurs actifs et des sans-emploi en période de crise et ne sont pas simplement l'occasion d'un vigoureux propagande pour le communisme et la révolution ; elles sont aussi des revendications qui peuvent attirer du côté du mouvement prolétarien certains éléments de ces couches : que l'on pense au paysan en voie d'expropriation, ou à l'étudiant dont la présence à l'école ne fait que cacher le chômage réel ainsi qu'à celui qui est rejeté par la terrible sélection bourgeoise. Ces revendications peuvent les attirer, sinon en leur offrant une issue immédiate pour soulager leur misère, du moins en leur démontrant que, dans sa lutte pour ses objectifs de classe, le prolétariat est la seule force capable de les protéger contre les conséquences catastrophiques de l'accumulation et de l'anarchie capitalistes et du « progrès » dans sa forme bourgeoise.

D'une façon générale la possibilité pour le prolétariat d'entraîner des secteurs plus conséquents des couches moyennes ou au moins de les neutraliser suppose que celui-ci mène une lutte résolue pour s'emparer du pouvoir. Sa force de conviction tient à son aptitude à se placer sur le terrain de la lutte révolutionnaire contre la société bourgeoise et son Etat, à sa capacité de prendre l'initiative historique, de lutter pour un ordre révolutionnaire, faute de quoi il voit ces mêmes couches se jeter dans les bras de l'ordre capitaliste et antiproletarien.

*

Il est parfaitement évident que nous sommes encore aujourd'hui à mille lieues de cette perspective. Le malheur est que la dégénérescence du mouvement ouvrier sous l'effet de la contre-révolution bourgeoise, démocratique et fasciste, social-démocrate et stalinienne, sous l'effet du passage de son parti dans le camp de l'adversaire a comme conséquence non pas l'influence positive et révolutionnaire du prolétariat sur le mouvement des demi-classes mais bien le contraire, l'influence stérilisante et conservatrice de ces couches et demi-classes sur le mouvement prolétarien. L'opportunisme ouvrier ne fait plus appel à la force de classe du prolétariat pour se défendre, n'insufflé plus aux prolétaires la haine de l'exploitation, de l'oppression, de la société bourgeoise dans toutes ses manifestations, la haine d'une société dont il produit toutes les richesses et qui vit sur son dos en lui faisant endurer des souffrances atroces, dues aux crises et à des guerres toujours plus meurtrières. Au contraire, il fait croire au prolétaire que sa vie dépend de la marche de son entreprise, que son sort est lié à celui de son patron : il le transforme en paysan qui lie sa vie à celle de son exploitation. Il fait croire à l'ouvrier que son salaire dépend de son niveau de qualification et il transforme ainsi le prolétaire en étudiant dont l'avenir dépend du diplôme, et ainsi il livre tout le monde sans défense aux aléas du marché et de l'anarchie capitalistes. Sur qui s'appuie-t-il ? Eh bien, sur les couches supé-

(suite page 4)

Contre le « consensus social »

(suite de la page 1)

économique que celui de Brandt-Schmidt et du SPD, un syndicalisme aussi responsable que celui de Vetter et du DGB, deux institutions dont les liens garantissent le « consensus social qui règne dans le pays » comme dit le Figaro du 26-3 tout en imposant des diminutions du pouvoir d'achat et sans avoir à mentir aux prolétaires avec des histoires de nationalisation, de planification, ou même en vantant ouvertement les avantages du capitalisme sans fard.

Vraiment, « notre » bourgeoisie a mauvaise grâce à snober à ce point « notre » opposition, accusée par la majorité de vouloir en venir à « une guerre civile sans armes », et à lui préférer celle de nos voisins. En fait, il n'y a là qu'un appel à modérer les « exigences partisans » et la campagne qui commence après le succès de la gauche aux cantonales traduit les premières sonneries de trompette d'une bataille électorale de longue haleine, qui va durer pas moins de deux années.

Car enfin, « notre » opposition toujours si sagement unie au moment où le capital a besoin d'elle, toujours si prompte à voler au secours de l'Etat dès qu'il demande un coup de main, en 1936, en 1945, en 1962, en 1968, et demain, mérite-t-elle autant de reproches ? A-t-elle quelquefois ménagé sa peine pour défendre l'impérialisme français en canalisant les réactions prolétaires dans d'impuissants bavardages démocratiques ?

Et aujourd'hui, si elle critique la majorité pour sa politique, met-elle en danger l'économie nationale par des revendications excessives ? Rocard expliquait récemment dans une interview à Europe n° 1 que l'application du programme de la gauche ne signifiait pas une augmentation du pouvoir d'achat supérieure à 4 ou 5 %, une augmentation qui reste contenue par conséquent dans les limites de l'accroissement de la productivité. Pour le temps de travail, on revendique le retour aux 40 heures, ce qui est déjà bien insuffisant ; mais on s'empresse aussitôt d'ajouter que la durée maximum du travail sera 45 heures, ce qui laisse entière liberté au patronat de faire ce qu'il veut.

N'a-t-elle pas fait preuve de la plus grande vigilance dans la lutte contre toute forme d'antimilitarisme, condamné encore récemment les « violences inadmissibles », c'est-à-dire toute violence autre que celle, quotidienne et légale, de l'Etat et de ses corps de répression ? N'a-t-elle pas promis, à l'aube d'une période où le danger d'explosions sociales grandit, non pas, bien entendu, la « révolution en permanence », mais par la bouche de René Piquet, les « élections en permanence » ?

Sans doute, comme elle s'en vante, la gauche peut seule garantir le « consensus social », c'est-à-dire faire accepter par le prolétariat les sacrifices exigés par la marche chaotique du capital, que ce soit par une variante du Front Populaire de type 1936 ou du Front National de type 1945, qui toutes deux supposent encore aujourd'hui la participation du PC. Mais ceci ne va pas sans quelques inconvénients. Inconvénients bien minimes, sans doute : petites promesses à faire aux masses ouvrières, des miettes à donner à cet amalgame d'aristocratie ouvrière et de petite-bourgeoisie, démocratique, chauvine et social-impérialiste, qui rêve avec Marchais et Debré de grandeur nationale, avec Marchais et Mitterrand de « contrôle » sur les monopoles, contrôle qui a toujours su — et dû — s'arrêter bien entendu là où commencent les intérêts fondamentaux du capital financier tant critiqué. Cependant la perspective de ces concessions terrorise la masse des petits et moyens capitalistes et tracasce les autres. C'est ce complexe d'attitudes et de réactions qui fait « nos traditions nationales »,

remplies d'un « socialisme aux couleurs de la France », qui a déjà mis plusieurs fois, en 1900, en 1914, en 1934, le parti ouvrier à la remorque du capital financier derrière le parti radical d'abord et le parti socialiste ensuite, en s'appuyant sur les vieilles traditions de la démocratie petite-bourgeoise et du jacobinisme transformé en social-impérialisme.

« Notre » droite à nous, qui prétend éviter le « consensus » réalisé au moyen d'une expérience de gauche, nous prépare par la bouche de son oracle du moment Giscard, une théorie nouvelle, évidemment purement parlementaire et tout aussi brillante que celle du « socialisme par la voie pacifique » — mais personne ne demande plus à la bourgeoisie d'innover théoriquement à l'heure où elle ne maintient sa domination que parce qu'elle détient la force. Il s'agit de la théorie de la « cohésion sociale » opposée à celle de la lutte des classes ! Quelles que soient les possibilités pour la bourgeoisie d'obtenir cette « cohésion sociale » qu'elle admire outre-Rhin, il faut dire qu'en Allemagne elle a été obtenue autrement, et par une voie bien plus coûteuse qu'en France, pour le prolétariat comme pour la bourgeoisie : il a fallu pour cela la contre-révolution social-démocrate qui a décapité l'avant-garde révolutionnaire, puis la contre-révolution nazie qui a brisé toute résistance ouvrière. Et cela ne suffisait pas. Une fois la classe ouvrière brisée et saignée à blanc par une guerre épuisante, l'ordre démocratique a coupé l'Allemagne en plusieurs morceaux, disloqué la capitale de l'Europe ouvrière, Berlin, mis le pays en coupe réglée sous l'occupation militaire alliée qui dure encore, réprimé comme à Berlin en 53 toute résistance dans le sang. Le miracle du « consensus » allemand tient dans cette histoire tragique, dans cette destruction systématique et acharnée de tout lien de solidarité — même formel — entre les prolétaires, en contrepartie de quoi l'expansion forcée pouvait apporter quelques miettes à de larges couches au prix de l'abrutissement au travail et d'appréciables avantages aux couches supérieures du prolétariat et à la bureaucratie ouvrière tout à fait intégrée à l'Etat.

Mais le merveilleux « consensus social qui règne dans ce pays » a sa contrepartie. Voyez comment l'Etat doit se blinder toujours plus, et trouve, dans les égratignures que fait à la paix sociale une bande à Baader aussi courageuse qu'impuissante, motif pour une législation de plus en plus ouvertement terroriste.

C'est que dans l'Allemagne du « consensus » les **disjoncteurs de la démocratie** sont moins puissants que chez nous, car il n'y a pas de solide parti ouvrier qui puisse se permettre de parler du socialisme au futur, quelle que soit la fadeur de ce socialisme qui a presque partout renié même en paroles l'abolition du salariat et la dictature du prolétariat : l'opportunisme à la Brandt est bien moins capable de calmer une classe ouvrière qui sera tôt ou tard mais nécessairement poussée à la lutte que l'opportunisme d'un Marchais : le « socialisme », elle l'a sous les yeux. Et pour se maintenir, sa dernière trouvaille est celle de l'extension de la cogestion, une mesure inoffensive qui fait pourtant si peur à « notre » CNPF — il est vrai que le bourgeois français est, à côté du bourgeois allemand, un nain en économie et un vieillard pour la souplesse.

La classe ouvrière allemande est la classe la plus concentrée d'Europe ; c'est sur elle que la pression de la Sainte Alliance impérialiste mondiale est la plus grande ; et en face d'elle se dresse le système d'Etats qui a subi le plus de fractures historiques et dont les **amortisseurs** seront les plus faibles en temps de crise véritablement profonde, même si la prospérité y a pous-

sé ses conséquences contre-révolutionnaires à l'extrême. La classe ouvrière allemande se mettra peut être en mouvement plus tard, mais sa lutte a toutes chances de prendre plus vite un caractère de classe et de se porter plus vite sur un terrain révolutionnaire, pourvu qu'une avant-garde puisse se lier au parti.

Que le prolétariat d'ici se moque donc de « sa » bourgeoisie lorsqu'elle s'inquiète de la puissance renaissante de l'Allemagne et lorsqu'elle feint d'y vanter une stabilité sociale dont elle cache qu'un des piliers est l'occupation militaire qu'elle y perpète ; et qu'il pense à la formidable puissance du prolétariat allemand avec lequel les ouvriers d'Europe devront vaincre ou, encore une fois, être battus pour de longues décennies !

Mais pour contribuer à cette victoire future, qui certes est encore bien loin, il faut combattre ici la fausse opposition entre la droite libérale et la gauche démocratique, opposition fausse car elle ne se place pas sur un terrain de classe. Il faut lutter dès aujourd'hui pour un parti qui refuse toute alliance politique non seulement avec les partis bourgeois, mais aussi avec les soi-disant partis ouvriers, sur le terrain gouvernemental et à plus forte raison insurrectionnel — ne parlons pas du terrain parlementaire qui a cessé d'être un terrain de lutte utile —, il faut travailler dès aujourd'hui sur le terrain des luttes quotidiennes de défense des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière — aussi maigres qu'en soient encore les résultats — pour que puisse naître un véritable front de classe contre la bourgeoisie et l'opportunisme, dans lequel le prolétariat soit soustrait à l'influence néfaste des faux partis ouvriers et où le parti puisse préparer les conditions de la destruction révolutionnaire de l'ordre établi.

Luttes des demi-classes

rieures du prolétariat qui tentent de faire alliance avec leur patron et avec l'Etat, contre la masse des travailleurs, pour se défendre contre le chômage, la concurrence et l'inévitable déqualification provoquée par les progrès de l'industrie. Il s'appuie sur ceux qui lorgnent avec envie vers les couches moyennes salariées et « cultivées » au point de vouloir se fondre avec elles et il se fait l'expression politique de cette union qui a comme corollaire l'alliance avec la bourgeoisie : il s'en fait l'expression théorique et, de plus en plus, l'instrument.

Aussi hérite-t-il de toutes leurs illusions politiques sur la possibilité de contrôler la concurrence du grand et du petit capital par la démocratie, aussi hérite-t-il de toutes les illusions sur un capitalisme bien huilé, baptisé socialisme mais où subsistent le marché, le salaire, la division du travail et la petite propriété, et la grande, devenue propriété d'Etat, un capitalisme spécialement aménagé pour les rêves des classes moyennes qui voudraient pouvoir éviter les luttes gigantesques des classes dont elles sont incapables de comprendre la dynamique et le sens, un capitalisme qui garantirait les petits espoirs de chacun, sans violence, sans chômage, sans faim, sans oppression. Et ceci à l'heure des crises, des guerres impérialistes, de l'Etat quotidiennement terroriste et de tous les mensonges mielleux du réformisme social !

Mais, à l'heure des crises justement, la réalité balaie tous ces mensonges même si le poids de cet opium opportuniste est tel que les premières manifestations de la lutte ouvrière se font sous le drapeau de ces illusions mortelles. Mais les faits sont têtus. La masse du prolétariat, alternativement happée par les multiples bouches du réseau des entreprises et rejetée sur le pavé, passant constamment d'un patron à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, doit se convaincre, dans la lutte inévitable et féconde

La grève des cheminots

(suite de la page 1)

darité active (qu'il faudrait tenter d'organiser) des autres prolétaires, mais au respect de l'opinion publique et de l'intérêt des usagers en général, de l'intérêt et même de l'honneur de la SNCF (en « refusant de négocier », gémit l'Humanité du 22-3, « le gouvernement poursuivra-t-il une politique qui sape le bon fonctionnement et le prestige de la société nationale ? ») — d'autres plus spécifiques de l'opportunisme, en tant que force agissante défendant les intérêts de la bourgeoisie à l'intérieur du camp ouvrier. D'une part, la CGT a fait obstacle à l'unité avec les roulants en jetant contre eux l'anathème de « corporatisme », elle qui partout défend la hiérarchie, les intérêts de catégorie et de boutique, et qui s'est efforcée de dévier la combativité de noyaux « durs » comme Rouen vers des revendications catégorielles.

Si les directions syndicales avaient voulu combattre la division de catégories, et la division entre plusieurs syndicats, elles auraient proposé à la base des objectifs de lutte communs et auraient encouragé les tentatives de jonction, au lieu de dénoncer, le 20 mars le débordement des autonomes par des « éléments incontrôlés », et de verser des larmes de crocodile, une fois la grève étranglée, en prétendant que « la solidarité cheminote (a été) brisée par la signature de l'accord salarial par cinq fédérations, qui rendait illusoire un mouvement national de longue durée » (l'Humanité, 29-3). Vis-à-vis des syndiqués, d'autre part, les directions ont organisé le sabotage, tantôt en invoquant les bonnes manières démocratiques, en imposant le vote à bulletins secrets ou par catégories, ailleurs en appelant au respect de la « discipline syndicale » contre ces mêmes « initiatives d'action à tous les niveaux sur les bases les plus diverses à partir d'une large démocratie syndicale et ouvrière » célébrées par Séguy dans sa déclaration du 26 mars.

Bref, les directions, CGT et CFDT, fidèles à leur pacte « anti-aventuriste » de juin 1974, ont gagné en savoir-faire depuis 1968, dans l'art de morceler les luttes, d'isoler chaque foyer contagieux, de mettre devant le nez des travailleurs en colère le triste appât de grèves limitées avec préavis, grèves symboliques mais coûteuses et épuisantes pour les ouvriers, orchestrées en fonction du calendrier patronal.

Enfin, au nom de l'argument suprême du crétinisme électoral : suspendre la lutte pour « réserver les chances de la gauche », ces directions, de concert avec PC, PS et PSU, ont entonné le « requiescat in pace » du mouvement, dont la version la plus hypocrite a été donnée par un bonze CGT à Chartres : « les cheminots ne peuvent vaincre seuls, c'est tous ensemble qu'il faut frapper ». Mais comment ceux qui déploient aujourd'hui tant de ressources pour entraver la lutte élémentaire et la canaliser dans les voies de l'ordre bourgeois pourraient-ils et voudraient-ils demain mener le prolétariat à la victoire contre un ennemi qu'ils contribuent chaque jour à renforcer ? Ce qu'ils font aujourd'hui, ils le feront demain !

C'est ce que cachent les aides-fossoyeurs centristes comme la LCR, qui prétendent donner à la « madresse » des bonzes des leçons de tactique révolutionnaire ! (Rouge du 29-3-1976).

Ce qu'ont fait les prolétaires combattifs dans l'Ouest par exemple, en essayant de constituer des pôles de lutte, de tisser des liens — le b-a-ba de la lutte trade-unioniste, que la troisième vague opportuniste a balayé —, il faudra nécessairement qu'ils le refassent demain, et que les communistes donnent toutes leurs forces pour aider à la reconstitution de ces noyaux de résistance et d'attaque prolétarienne, capables d'impulser la lutte, malgré les chausse-trappes opportunistes, et de constituer les bases concrètes de l'armée des travailleurs.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 2 mai de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté des Lettres les mercredis 7 et 21 avril de 14 h à 17 h.

• A Amiens : le dimanche 18 avril de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

• A Lille : les dimanches 11 et 25 avril de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 16 h.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

(1) Remarques complémentaires sur le projet de programme de la commission, Œuvres, vol. 6, p. 71.